

Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes



RIGES

ISSN: 2521-2125

Numéro 6

Juin 2019



Publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Direction

Arsène DJAKO, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

Secrétariat de rédaction

- **Joseph P. ASSI-KAUDJHIS**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Konan KOUASSI**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Dhédé Paul Eric KOUAME**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Yao Jean-Aimé ASSUE**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Zamblé Armand TRA BI**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Kouakou Hermann Michel KANGA**, Assistant à l'UAO

Comité scientifique

- **HAUHOUOT** Asseypo Antoine, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **ALOKO** N'Guessan Jérôme, Directeur de Recherches, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **AKIBODÉ** Koffi Ayéchoro, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **BOKO** Michel, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Benin)
- **ANOH** Kouassi Paul, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **MOTCHO** Kokou Henri, Professeur Titulaire, Université de Zinder (Niger)
- **DIOP** Amadou, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **SOW** Amadou Abdoul, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **DIOP** Oumar, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger Saint-Louis (Sénégal)
- **WAKPONOU** Anselme, Professeur HDR, Université de N'Gaoundéré (Cameroun)
- **KOBY** Assa Théophile, Maître de Conférences, UFHB (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Maître de Conférences, UL (Togo)

EDITORIAL

La création de RIGES résulte de l'engagement scientifique du Département de Géographie de l'Université Alassane Ouattara à contribuer à la diffusion des savoirs scientifiques. RIGES est une revue généraliste de Géographie dont l'objectif est de contribuer à éclairer la complexité des mutations en cours issues des désorganisations structurelles et fonctionnelles des espaces produits. La revue maintient sa ferme volonté de mutualiser des savoirs venus d'horizons divers, dans un esprit d'échange, pour mieux mettre en discussion les problèmes actuels ou émergents du monde contemporain afin d'en éclairer les enjeux cruciaux. Les questions environnementales, urbaines, rurales, sanitaires, touristiques ont fait l'objet d'analyse dans ce présent numéro. RIGES réaffirme sa ferme volonté d'être au service des enseignants-chercheurs, chercheurs et étudiants qui s'intéressent aux enjeux, défis et perspectives des mutations de l'espace produit, construit, façonné en tant qu'objet de recherche. A cet effet, RIGES accueillera toutes les contributions sur les thématiques liées à la pensée géographique dans cette globalisation et mondialisation des problèmes qui appellent la rencontre du travail de la pensée prospective et de la solidarité des peuples.

Secrétariat de rédaction

KOUASSI Konan

COMITE DE LECTURE

- KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- BECHI Grah Félix, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- MOUSSA Diakité, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- VEI Kpan Noël, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- LOUKOU Alain François, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- TOZAN Bi Zah Lazare, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- KOFFI Yao Jean Julius, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire).

Sommaire

<p>FAYE Cheikh Ahmed Tidiane, SOW Seydou Alassane, SY Amadou Abou, NIANG Souleymane, DIOP Khalifa, Boubou Aldiouma SY</p> <p>Analyse des caractéristiques morpho-sédimentaires du complexe laguno-estuarien de la somone (Petite du côte Sénégal)</p>	7
<p>BAWA Dangniso, BANASSIM Tchilabalo, AFO Bidjo, GNONGBO Tak Youssif</p> <p>Erosion hydrique dans le quartier d'Adidigomè-Avatamè à Lomé : quelles mesures d'aménagement pour une gestion durable ?</p>	24
<p>KOUAME Konan Roland, Pauline Agoh DIBI KANGAH, KOLI BI Zuéli</p> <p>Perceptions de la variabilité climatique et de ses effets par les populations rurales du centre-est de la Côte d'Ivoire</p>	47
<p>Isidore YOLOU, Ibouraima YABI, Kondé DJOBO, Faustin Cakpo DOSSOU, Jacob Afouda YABI, Fulgence AFOUDA</p> <p>Agroforesterie à base de <i>elaeis guineensis</i> en tant qu'option du développement durable dans la commune de Cove (sud-est du Bénin) : possibilités, pratiques et limites</p>	69
<p>N'kpomé Styvince KOUAO, Della André ALLA</p> <p>Les déterminants environnementaux de l'essor de la culture de l'anacarde dans les sous-préfectures de Diabo, Botro et Bodokro (Centre de la Côte d'Ivoire)</p>	90
<p>ZRAN Gonkanou Marius</p> <p>Gestion des baies en lagune Aby et développement durable des pêches à Adiaké (sud-est de la Côte d'Ivoire)</p>	110
<p>SIBY Mory, COULIBALY Sina</p> <p>Stratégies d'adaptation des pêcheurs à l'insuffisance de la production halieutique dans l'espace fluvial du cercle de kati (région de Koulikoro) au Mali</p>	125
<p>KADOUZA Padabô</p> <p>Appui à la production et à la commercialisation du riz de bas-fonds par l'entreprise de services et organisation des producteurs (esop) dans la préfecture de Sotouboua au Centre-Togo (2004-2018): une dynamique brisée ?</p>	139

<p>ALOKO-N'GUESSAN Jérôme, ANE Salé, N'GUESSAN Kouassi Fulgence</p> <p>Analyse de l'impact agricole du déclin du binôme café-cacao sur la région du Moronou (Côte d'Ivoire)</p>	155
<p>YOUAN Louis Gerson, GNAMBA-Yao Jean-Baptiste, ALOKO N'Guessan Jérôme</p> <p>La cacaoculture et le développement socio-économique du département de Duekoué</p>	179
<p>Daniel SAIDOU BOGNO, Valentin ZOUYANE</p> <p>Impact socio- économique de la commercialisation du charbon de bois dans la périphérie ouest du parc national de la Bénoué (Nord Cameroun)</p>	194
<p>KARIDIOULA Logbon, ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure</p> <p>Contraintes et précarités dans l'accès à l'eau potable dans le département de Dabakala (Côte d'Ivoire)</p>	216
<p>KOUIYE Gabin Jules</p> <p>Le politique face aux difficultés d'accès à l'eau potable dans les trois communes de N'gaoundéré (Cameroun)</p>	236
<p>Vincent HOUSSEINI, Valentin ZOUYANE, Bernard GONNE</p> <p>Distribution des produits pétroliers et dégradation de l'environnement à N'gaoundéré (Nord-Cameroun)</p>	250
<p>NASSI Karl Martial, MAWUSSI Ayité Claude, MAGNON Zountchégbé Yves</p> <p>Espace frontalier Sanvee-Kondji-Hillacondji (Togo-Bénin) : entre entrave à la libre circulation et contrebande</p>	269
<p>DEGUI Jean-Luc, KOUADIO Kouakou Abraham, ESSAN Kodia Valentin, ALOKO-N'GUESSAN Jérôme</p> <p>Diagnostic de l'offre touristique dans la région du sud-est de la côte d'ivoire : cas des départements de Grand-Bassam et d'Adiaké</p>	283
<p>TOURE Souleymane, KOFFI Yao Jean Julius</p> <p>La "durabilité sociale" contrariée par l'insuffisance d'eau potable dans les villages de la région de Gbêkê (centre de la Côte d'Ivoire)</p>	305

<p>KOUASSI Yao Frédéric</p> <p>Habitat rural et couverture sanitaire dans la Sous-préfecture de Bouaflé (centre-ouest de la Côte d'Ivoire) : conséquences pour l'accessibilité aux soins</p>	325
<p>Yéboué Kassé N'DRI, Péga TUO, Kouassi Paul ANOH</p> <p>Accès aux infrastructures sanitaires dans la commune de Tiébissou (centre de la Côte d'Ivoire)</p>	347
<p>Salifou SANOGO</p> <p>Logiques paysannes d'exploitation des bas-fonds dans la commune rurale de Bilanga (région est du Burkina Faso)</p>	370
<p>DIALLO Issoufou, ASSUE Yao Jean-Aimé</p> <p>Essor des établissements d'enseignement secondaire privé et précarité dans les établissements d'enseignement secondaire public dans la région de la Marahoué</p>	391
<p>KOUADIO N'Guessan Roger Carmel, KOUAME Yao Alexis, Koffi Guy Roger Yoboué, KOUASSI Konan</p> <p>Pesanteurs spatio-behavioristes de l'occurrence des accidents routiers sur le transect Bouaké-Yamoussoukro</p>	410
<p>KITHENI Bamba, BRENOUM Kouakou David, ATTA Koffi</p> <p>L'impact de la crise politico-militaire sur les équipements et la participation des populations à la gestion de la commune de Bouaké</p>	426
<p>Djarsoumna KAÏNARAMSOU, Michel TCHOTSOUA</p> <p>Activités anthropiques sur les Mayos et risques environnementaux dans la ville de Maroua (extrême-nord Cameroun)</p>	444
<p>YEO Watagaman Paul, KOUAME Dhédé Paul Eric, DJAKO Arsène</p> <p>Les facteurs de l'essor de la culture de l'anacarde dans la zone dense de Korhogo (Nord de la Côte d'Ivoire)</p>	460
<p>KAMELAN Kouacou Hermance-Starlin, Kakou Geoffroy André, TAPE Achille Roger, KOUASSI Konan</p> <p>Les activités de la restauration populaire et dégradation de l'environnement urbain à Bouaké</p>	476

ANALYSE DE L'IMPACT AGRICOLE DU DECLIN DU BINOME CAFE-CACAO SUR LA REGION DU MORONOU (COTE D'IVOIRE)

ALOKO-N'GUESSAN Jérôme, Directeur de recherche, Institut de Géographie
Tropicale (IGT), Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody,
poitoucharente2@yahoo.fr

ANE Salé, Doctorant en Science et gestion de l'Environnement, Université Nagui
Abrogoua / Institut de Géographie Tropicale (IGT), Université Félix Houphouët-
Boigny de Cocody, sale_ane@yahoo.fr

N'GUESSAN Kouassi Fulgence, Maître-Assistant, Institut de Géographie Tropicale
(IGT), Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, dr.nkful8@yahoo.fr

Résumé

La compréhension de l'évolution agricole du Moronou demeure une préoccupation importante depuis le déclin du binôme café-cacao dans cette zone. Longtemps restée la locomotive de l'économie ivoirienne avec la culture du café et du cacao, la région du Moronou à l'instar de l'ensemble de la boucle du cacao s'est essoufflée depuis des décennies. Cette recherche contribue à déterminer les facteurs explicatifs de cette évolution afin de mieux comprendre les causes qui sous-tendent cette évolution. Cette démarche s'appuie sur des données secondaires et primaires collectées et leurs traitements. L'agriculture de la région du Moronou est en pleine mutation depuis la fin de la boucle du cacao. Cette situation est due à plusieurs facteurs, dont trois (03) majeurs. La dégradation des conditions pluviométriques de la région, conjuguée aux systèmes agricoles responsables de la destruction du couvert végétal ainsi que l'arrêt des opérations de soutien de l'Etat au monde agricole, vont entraîner un déplacement de la population vers d'autres zones de production.

Mots clés : Analyse, impact démographique, agriculture, déclin, Moronou (Côte d'Ivoire),

Abstract

The understanding of the agricultural evolution of Moronou remains an important concern since the decline of the coffee-cocoa pair in this zone. Long remained the locomotive of the Ivorian economy with the cultivation of coffee and cocoa, the region of Moronou like the entire loop of cocoa has been out of breath for decades. This research contributes to determining the explanatory factors of this evolution in order to better understand the underlying causes of this evolution. This approach is based on secondary and primary data collected and their treatments. Agriculture in the Moronou region has been changing since the end of the cocoa loop. This situation is due to several factors, including three (03) major. The deterioration of the rainfall conditions of the region, combined with the agricultural systems responsible for the

destruction of the vegetation cover and the cessation of state support operations to the agricultural world, will lead to a displacement of the population towards other areas of production.

Keyword: Analysis, demographic impact, agriculture, decline, Moronou (Côte d'Ivoire)

Introduction

L'un des faits auxquels la Côte d'Ivoire se trouve confrontée en ce début du 3^{ème} millénaire, est la régression des performances de l'économie rurale. L'analyse géographique des inégalités du développement régional accorde une place prépondérante aux facteurs du milieu (Atta 2008, p. 20). Pour Essan et Alla (1997, pp.156-173), si les potentialités du milieu naturel jouent un grand rôle dans le développement des régions, elles ne sauraient à elles seules le déterminer de façon absolue. La population y tient aussi une place importante. Pour ces auteurs, le vide démographique des régions Centre-nord de la Côte d'Ivoire figure parmi les obstacles au développement et est à la base des inégalités de développement observées entre le Centre-nord et le sud du pays.

Partout dans les régions pionnières du café et du cacao, les populations sont gagnées par l'appauvrissement et la rupture de l'équilibre écologique. Ce sont autant d'enjeux et de problèmes qui se posent dans les premières zones de la culture du café et du cacao en général et dans l'ancienne boucle du cacao en particulier et qui risquent de compromettre l'avenir du paysannat ivoirien.

À l'image de la région administrative du Moronou, l'ancienne boucle du cacao est aujourd'hui à la croisée des chemins. L'ex boucle du cacao a perdu son rayonnement, son équilibre, qui par le passé, a fait la fierté de ses ressortissants. La culture du café et du cacao a constitué le socle de l'économie de la région du Moronou. Le développement de ces cultures n'aurait pu se faire sans le dynamisme de population autochtone mais surtout, sans le recours à d'importants courants migratoires, parce que la région du Moronou était au départ une zone peu peuplée d'une part et d'autre part, parce que le système productif reposait sur des pratiques extensives.

Cette étude vise à analyser les impacts agricoles du déclin du binôme café-cacao sur la région du Moronou, jadis boucle du cacao en Côte d'Ivoire.

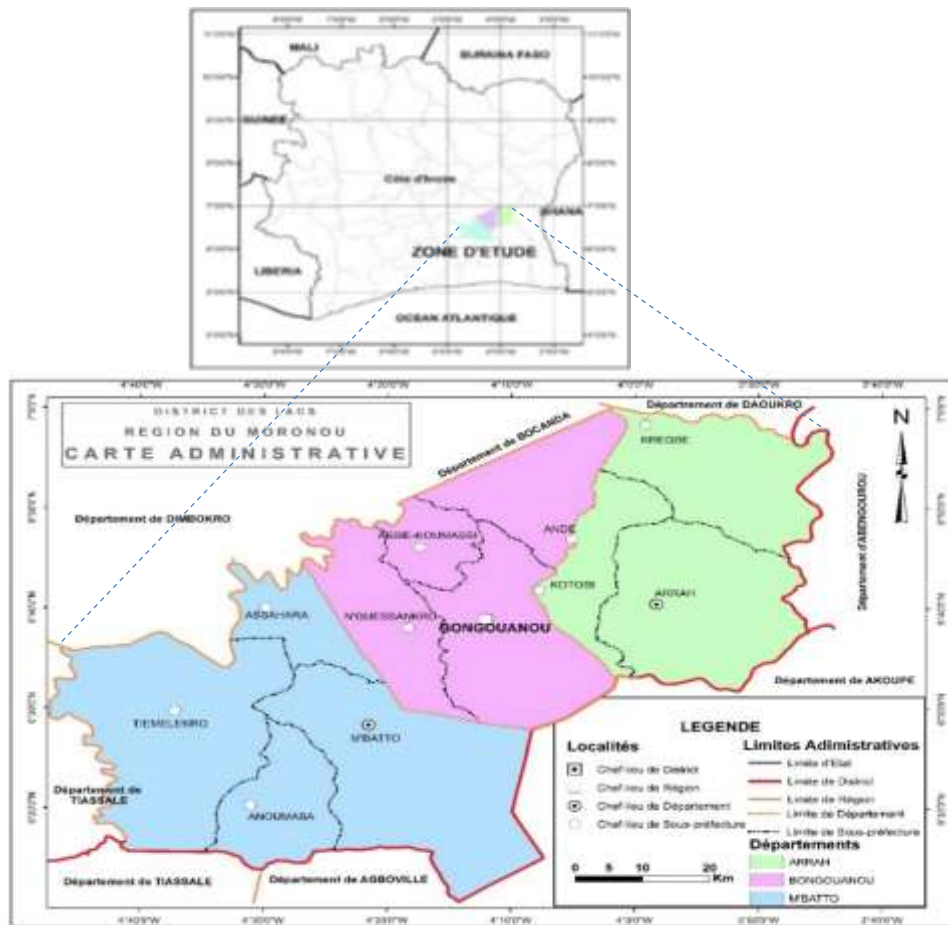
1. Matériel et Méthode

1.1. Présentation de l'espace d'étude

La région du Moronou a été créée par le décret n^o 2012-612 du 04 Juillet 2012 portant création de la Région du Moronou avec pour chef-lieu Bongouanou. Elle est composée des Départements de Bongouanou, M'Batto et Arrah (carte 1). Situés entre

les méridiens 3° 40' et 4° 43' de longitude Ouest et entre les parallèles 6° 5' et 6° 7 de latitudes Nord, ces trois départements sont composés de onze sous-préfectures, cinq communes et 118 villages. Ils couvrent une superficie de 6670 km², soit 2 % du territoire national. La région de Moronou est limitée au Nord par les départements de Bocanda et Daoukro, à l'Est par le département d'Abengourou, au Sud par les départements de Tiassalé, Agboville et Adzopé, et à l'Ouest par les départements de Dimbrokro et Toumodi (carte 1).

Carte 1: Localisation de l'espace d'étude



Source : CNTIG. Conception et réalisation ANE S., 2018

La méthodologie repose sur plusieurs démarches : matériel d'étude, outils de traitement et d'analyse de la donnée.

À travers cette étude, il s'agit d'analyser les mutations sociales, économiques, physiques et les forces de changement du milieu dans la région de Moronou. La réalisation des objectifs ci-dessus énumérés rend donc nécessaire l'utilisation des descripteurs ou d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, rassemblés en cinq groupes de variables dont l'analyse nous permet de cerner le concept de mutations. Le choix des variables les plus aptes à construire l'argumentation, répond à celui du schéma systémique présenté plus haut que nous nous proposons d'appliquer pour mieux

analyser le processus de mutations de la région du Moronou. Il est composé à l'origine de données naturelles ayant subi des transformations pour donner un nouveau système régional.

1.2. Méthodologie et collecte des données

Les données de cette étude résultent de la recherche documentaire et des enquêtes de terrain. Plusieurs techniques d'enquête ont été utilisées dans la collecte d'information sur le terrain. Elles ont été conduites selon deux principes : la détermination des zones et sites d'enquête et les techniques d'acquisition des données.

La couverture de toute l'étendue du territoire de l'étude est une épreuve de longue durée qui engage des moyens financiers, matériels et humains considérables. C'est pourquoi un choix raisonné de 25 localités d'enquête a été opéré, en tenant compte des facteurs d'ordre socio-économique, démographique, historique et géographique. La taille de la population paysanne enquêtée est estimée à 799 personnes.

La phase d'enquête a été précédée d'une pré-enquête qui avait pour but de retirer les redondances, les questions incompréhensibles pour les enquêtés, afin de les rendre plus accessibles et faciliter leur administration. L'enquête a permis de recueillir les avis des autorités politiques, administratives et coutumières, sans oublier les principaux animateurs de la vie démographique du Moronou que sont les paysans et leur principal encadreur l'ANADER.

Les enquêtes au niveau agricole ont porté sur les cultures pratiquées, les statistiques agricoles, les superficies des cultures pratiquées, l'encadrement des paysans, l'utilisation d'intrants, les moyens d'accès des intrants, l'âge des cultures, les méthodes de défrichement des plantations. Les informations recueillies ont permis de mesurer un tant soit peu l'importance de l'agriculture et principalement du binôme café-cacao dans cette zone.

2. Résultats

2.1. Déplacement de la boucle du café-cacao

La région du Moronou a assisté à une certaine période de son histoire à « un déplacement de la production massive du café-cacao » vers d'autres régions de la Côte d'Ivoire. Les raisons du déplacement de la boucle du café-cacao sont nombreuses et variés. Nous pouvons retenir trois (03) dans le cadre de cette étude. Il s'agit de la dégradation des conditions pluviométriques, des pratiques et techniques agricoles traditionnelles fortement destructrices du couvert végétal et enfin l'arrêt des opérations étatiques en faveur du monde rural, notamment en faveur des producteurs de café et de cacao.

2.1.1. Des systèmes agricoles responsables de la destruction du couvert végétal

Les pratiques et techniques agricoles en cours dans la région sont responsables du recul de la forêt mésophile. En effet, l'avènement de l'économie de plantation dans les zones forestières de Côte d'Ivoire et particulièrement dans la Boucle du Cacao a contribué à créer de nouveaux systèmes d'exploitation. Cela consiste à marquer l'appropriation du sol par la plantation dans un contexte de forte concurrence et en l'absence de code foncier afin de maximiser la productivité du travail. A ce niveau Affou et Tano (1988, p.12) expliquent que l'accès à la terre dans la Boucle du cacao obéissant aux règles coutumières et donnant à tout autochtone un droit de jouissance sur le domaine foncier villageois, sans aucune contrepartie ni possibilité d'aliénation de la terre, l'introduction du café et du cacao cultures pérennes, contribua à l'instauration et à la consolidation de la propriété individuelle. La course à la forêt qu'elle engendra permit non seulement un accroissement des superficies cultivées mais surtout un gaspillage de la forêt. Or, il apparaît clairement dans la théorie de la "rente forêt" développée par Ruf (1995, p.459) que la forêt apporte des avantages à l'agriculture. Ceux-ci expliquent le système universel de "culture itinérante" souvent accusé de déforestation. Alors que son principe originel dépend au contraire de la régénération. Loin d'être un seul avantage de fertilité du sol, la forêt empêche la prolifération des adventices et des insectes. Elle constitue un facteur d'humidité et limite l'effet du vent et de l'érosion, etc. Ces privilèges sont systématiquement perdus dès lors qu'on se trouve dans une région totalement déforestée. La mise en culture d'une plantation de cacaoyer, par exemple, ne peut donc se faire que sur une parcelle nouvellement déforestée. Dans un tel processus, les paysans sont donc obligés, pour augmenter leur production ou renouveler les anciens vergers, d'être en perpétuel déplacement vers les fronts de défrichement. D'autres actions ont contribué à faire disparaître le couvert forestier, mettant en péril la culture du café et du cacao. Il s'agit notamment des feux de brousse qui sont souvent provoqués par des techniques culturelles sur brûlis et des parties de chasse. Ces feux de brousse interviennent très régulièrement pendant la saison sèche (Décembre à mi-mars) où les feuilles asséchées des plantes et des herbes sont très vulnérables, même aux mégots de cigarettes. Pour de nombreux paysans, la crise agricole qui sévit dans leur région est aussi le fait de la grande sécheresse de 1983 et du feu de brousse gigantesque qui s'en est suivi. Enfin, l'industrie du bois a fortement contribué à détruire le couvert végétal. Avec l'ouverture de l'exploitation des essences forestières dans cette région autorisée par les autorités gouvernementales dans le cadre du projet Vallée Comoé, les grands arbres autrefois indispensables à une pluviométrie abondante et à la protection des sols contre les effets dégradants de l'érosion seront abattus. En somme, il faut retenir que la disparition du couvert forestier pourtant indispensable à la réalisation des conditions écologiques nécessaires à la culture du

café et du cacao a contribué à faire reculer ces deux cultures dans la région du Moronou.

2.1.2. La démission de l'Etat ou l'arrêt des opérations de soutien au monde paysan.

La fin des opérations étatiques en faveur du monde paysan fait suite à la crise économique des années 80 qui a contraint l'Etat de Côte d'Ivoire à se soumettre à des programmes de redressement économique dictés par les institutions de Breton Wood dans le cadre des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS). En effet, dans le cadre de la modernisation de l'agriculture en vue de favoriser le développement économique de la Côte d'Ivoire, l'Etat a mis en place plusieurs structures parmi lesquelles la Société d'Assistance Technique et de Modernisation de l'Agriculture (SATMACI), une société d'Etat dont les actions de lutte anti-capsides et de régénération systématiques des plantations de cacaoyers et de caféiers avait connu un franc succès de 1960 à 1964 selon (Hauhouot, 2002, p.359). Il explique que le bilan de la SATMACI a été très profitable. On lui doit l'amélioration sensible de la qualité de vie des paysans, l'accroissement des rendements qui sont passés à 350 kg/ha et parfois 500 kg/ha ; le rajeunissement du verger, etc. Ces améliorations ont permis à la Côte d'Ivoire selon Dian Boni (1982, p.791) de se hisser au rang de premier producteur mondial de cacao à partir de 1978. Mais, avec la crise économique de 1980, l'Etat sera contraint de mettre fin à ce programme qui a fait le bonheur des paysans. Selon les PAS, l'Etat devrait se désengager des secteurs de production et faire appel de plus en plus au secteur privé en vue de la relance économique. Or, depuis la suspension des opérations conduite par la SATMACI en 1984, l'avènement du secteur privé se fait toujours attendre et la situation des paysans et de leur plantation s'est profondément détériorée depuis cette date. Car pour les paysans, l'action de l'ANADER reste en deçà de ce qu'a été la SATMACI.

2.2. Déplacement de la population vers d'autres localités

Le déclin de l'activité agricole a entraîné comme première conséquence démographique, la réorientation du mouvement des migrants étrangers : celui-ci se fait en direction de régions plus prospères telles que le Sud-Ouest ivoirien. Ainsi, la main-d'œuvre agricole se raréfie dans la Boucle du cacao. Les difficultés économiques dues à la baisse de la production cacaoyère et caféière contraignent la population active autochtone à émigrer elle-aussi, à la recherche de zones écologiques plus favorables à la production du café et du cacao. Cette réaction des autochtones est favorisée par trois facteurs.

Le premier est la disponibilité des terres dans la région du Sud-Ouest ivoirien jusque-là sous-exploitée et enclavée et qui, dès les années 1970, offre des facilités d'accès.

Le deuxième facteur concerne les principes du code foncier ivoirien élaboré en 1964 mais jamais promulgué. Selon ce code, la terre est un bien de l'état mais appartient à celui qui la met en valeur. De ce fait, des populations d'origines diverses ont pu, sans crainte aucune, coloniser en masse les forêts du Sud-Ouest ivoirien.

Le troisième facteur est d'ordre psychologique. En effet, aux yeux des autochtones de la Boucle du cacao, seuls le cacao et le café sont sources sûres de revenu ; et la qualité d'agriculteur est inconcevable sans ces deux cultures. Pour cette raison, il leur fallait par tous les moyens retrouver les conditions qui leur permettront de pratiquer ces spéculations. Leur région ayant perdu la majorité de ses forêts, il revenait à ces populations d'en trouver ailleurs. D'où l'émigration en direction du sud-ouest. C'est ainsi que de zone d'immigration qu'elle était pendant le boom cacaoyer et caféier, la Boucle du cacao est devenue, avec le déclin agricole, un foyer d'émigration. Ce mouvement, qui a pris de l'ampleur à la suite de la sécheresse des années 1986, a aggravé la situation économique et sociale de la zone de départ : les villages se dépeuplent, perdent les bras les plus valides : les activités économiques tournent au ralenti. Les sources de revenus deviennent rares et la paupérisation gagne les habitants qui, de ce fait, ne peuvent plus assurer l'équipement socio-économique de leur village.

2.3. De nouvelles pratiques culturelles dans la région du Moronou après le déclin de la boucle du café-cacao

Les populations du Moronou pratiquent de l'agriculture dont les principales cultures sont : le café, le cacao, l'hévéa, le palmier à huile et les vivriers (Tableau 1).

Tableau 1 : Répartition des exploitants enquêtés des différentes cultures dans la région du Moronou

Type de culture	Effectifs d'exploitants enquêtés	Pourcentage (%)
Café- Cacao	467	58
Hévéa	13	2
Palmier à huile	87	11
Vivriers	232	29
Total	799	100

Source : Nos enquêtes. Réalisation : ANE S., 2018

L'ancienne boucle du cacao, au moment de ses années fastes 1969-1970, produisait 22% de la production nationale, (source : D.S.R.E.A - 1976/1977 ; BCC - 2008). Ce binôme occupait la quasi-totalité des activités des exploitants agricoles. Cette

proportion de production au niveau nationale est tombée à moins de 1% de nos jours. Le café et le cacao représentent toujours les principales cultures de la région malgré la crise. Elles occupent 58% des cultures d'exportation de la région. Les cultures vivrières viennent au second plan. L'hévéaculture et le palmier à huile sont deux nouvelles spéculations qui ont encore du mal à coloniser la région quoi que présentes. Le tableau 2 indique la répartition des superficies cultivées.

Tableau 2 : Superficie de cultures pratiquées

Occupation du sol	Nombre de déclarants	Superficie minimale	Superficie moyenne	Superficie médiane	Superficie maximale
Café	128	0,3	2,7	2,0	18,0
Cacao	79	0,5	4,3	3,0	30,0
Vivrier	76	0,3	2,3	1,5	20,0
Jachère	15	1,0	6,6	5,0	30,0
Forestière	2	3,0	5,0	5,0	7,0
Palmier	9	0,1	2,2	1,5	7,0
Hévéa	3	0,5	2,2	2,0	4,0
Anacarde	2	1,0	1,0	1,0	1,0

Source : Nos enquêtes. Réalisation : ANE S, 2018

La grande partie des superficies de la région sont partagées par les cultures de cacao (30%) et la jachère (30%). La part de la jachère s'explique par le système cultural. En effet, avec le système de culture itinérante sur brûlis, la plupart des champs sont abandonnés après une certaine période d'où la part importante occupée par la jachère.

2.4. Le mode de culture dans la région du Moronou

Les paysans ont adopté plusieurs méthodes de défrichement parmi lesquels figurent l'abattage et le brûlis (tableau 3).

Tableau 3 : Méthodes de défrichement des plantations

Méthodes de défrichements parcelles	de des	Effectifs	Pourcentage (%)
Abattage		116	14,51
Brûlis		681	85,23
Avec tracteur		2	0,25
Total		799	100

Source : Nos enquêtes. Réalisation : ANE S, 2018

Le brûlis est la principale méthode culturale utilisée par les paysans (85%) dans le Moronou. Cette méthode est utilisée surtout à cause des moyens rudimentaires dont disposent les paysans. Il faut souligner que dans le Moronou, il n'existe véritablement pas de plantations industrielles. Le tableau 4 indique la répartition des paysans selon la fréquence d'utilisation des intrants.

Tableau 4 : Fréquence d'utilisation des intrants

Intrants	Effectifs	Pourcentage (%)
Engrais	117	15
Pesticide	228	28
Engrais + pesticide	57	7
N'utilisent pas	397	50
Total	799	100

Source : Nos enquêtes. Réalisation : ANE S, 2018

Sur les 799 personnes interrogées, la moitié 397 (50%) n'utilise ni engrais, ni pesticide à cause du niveau d'achat très faible de ceux-ci (Tableau 4). Les cultures vivrières ne sont pas l'objet de traitement par des intrants (pesticides et engrais). Sur les exploitations de cultures pérennes, avec la crise qu'a connue la filière, nombreux sont les planteurs qui peuvent se permettre le luxe d'acheter des intrants (engrais et pesticide) (Tableau 5).

Tableau 5 : Moyen d'accès aux intrants

Moyens	Effectifs	Pourcentage (%)
Achat	337	84
Offre	65	16
Total	402	100

Source : Nos enquêtes. Réalisation : ANE S, 2018

Le résultat des enquêtes montre que seulement 16% des paysans ont obtenu l'engrais à travers des dons. Par contre, 84% des paysans ont obtenu l'engrais par achat. Presque la majorité des enquêtés utilisent la totalité des intrants achetés.

En effet, pour un souci de dépense rationnelle de son revenu, le paysan évite le gaspillage et utilise tous les intrants achetés pour sa plantation. Ils se basent surtout sur les conseils des agents de l'ANADER pour gérer rationnellement ses intrants. C'est la raison pour laquelle seulement 9% dispose encore de produits après usage.

3. Discussion

L'inégale densité d'occupation humaine introduit des inégalités entre les mailles de l'espace. Les faibles densités conduisent à l'isolement relatif des populations, un accès plus difficile aux équipements et aux services. Ces inconvénients atteignent surtout les populations les moins mobiles et les moins fortunées. Pour les acteurs de la vie économique, les faibles densités élargissent le champ des marchés potentiels et accroissent les coûts d'acheminement des productions. A l'échelle des Etats ou de tout autre maillage du territoire, la faible densité accroît enfin les coûts des équipements par habitant.

A l'opposé, de très fortes densités peuvent constituer des contraintes indéniables. Les ressources par habitant sont moindres (mais cela n'intervient que dans la mesure où les unités spatiales sont faiblement intégrées dans les échanges mondiaux). La vulnérabilité aux risques est plus grande (y compris les risques sanitaires). Enfin, les équipements sont plus vite saturés, et la pression sur l'environnement peut-être plus forte.

Pour Pierre George (1981, p.127), si certains pays riches en potentialités apparaissent au bas de l'échelle des richesses, c'est, pour une part, en raison de la pesanteur de leur dynamisme démographique qui absorbe d'année en année les faibles accroissements du produit national brut. Et pourtant, le facteur population se prête, comme la dimension, à des interprétations contradictoires. Les contradictions successives de la politique démographique chinoise en sont la plus vivante démonstration. Tour à tour, les autorités ont mis en avant le rôle de la population

comme facteur de production (le capital humain) et l'opportunité ou même l'urgence de limiter, au moins dans le court et le moyen terme, le nombre des consommateurs.

Les situations sont, par ailleurs, très différentes d'un pays à un autre, et à l'intérieur des plus grands d'entre eux, d'une région à une autre. Pour Pierre George (1981, p.127), le Gabon manque d'homme pour exploiter pleinement l'ensemble de ses richesses minérales. Le développement de l'Égypte est bloqué par l'excès de force de travail inemployée et inemployable, dans l'immédiat, dans le cadre national. Mais, pour l'ensemble des pays concernés, le problème majeur est assurément celui que pose la certitude d'un doublement de la population dans un délai de 18 à 25 ans, même si la fécondité venait à baisser dès la prochaine décennie « A plus long terme, toute perspective de rattrapage des économies avancées serait écartée par l'endettement provoqué par les importations de denrées alimentaires, et compromise par les conflits internes résultant de la concentration dans des villes démesurément accrues des having not issus de campagnes ravagées par la surexploitation des sols ».

A côté de cela, plusieurs auteurs, spécialistes en matière de population ont mis en exergue au terme de leur analyse qu'une croissance démographique non contrôlée et non maîtrisée représente un frein au développement. C'est ce qui ressort de l'œuvre de J. Henripin (1998, p.243) qui évalue cette croissance en termes de coût quant aux investissements qu'elle devra nécessiter pour un développement harmonieux. Les pays pauvres ont généralement les taux moyens d'accroissement de la population les plus élevés ; ce qui les empêche d'investir dans le développement humain, de réduire la pauvreté et de promouvoir le développement durable.

Thomas Coutrot et Michel Husson (1993, p.207) montrent que les pays à forte croissance démographique n'ont pas encore réalisé leur transition démographique. Pour eux, cette situation est le fait de l'absence de politique de population et de planification. A ce titre, d'énormes distorsions et dysfonctionnements sont enregistrés et/ou constatés sur le développement global intégré des pays pauvres et des pays en voie de développement. La persistance de tels problèmes à l'échelle nationale aura sans nul doute des répercussions sur les programmes de développement local, départemental et régional, qui vont être soit bloqués soit pas pris en compte.

Loba Akou (2009, p.79-92) reprend la même idée en insistant, sur les effets de l'explosion démographique dans le tiers monde. Selon l'auteur, pour éclairer les débats sur la problématique du développement, il faut revenir sur l'hypothèse de Malthus en la recadrant avec le niveau de croissance économique dans le tiers monde. Pour lui, de la contradiction qui naît entre l'évolution de la population et la croissance économique, se trouve tout le problème du développement du tiers monde, et est à la base des inégalités qui y sont observées. Les ressources en général, s'amenuisant au fil du temps, il est pratiquement difficile pour le développement de

prendre le visage social, humain et durable tant souhaité par tous. Il montre que dans le tiers monde, la croissance démographique ne parvient pas à être un élément stimulant et déclenchant de la croissance économique. Ce qui lui fait dire que la croissance démographique est plutôt une menace pour les économies des pays pauvres.

Pour résorber cette question de pression démographique, Pierre George (1981, p.127), préconise dans un premier temps, une redistribution géographique des effectifs, ensuite, une réduction du rythme de croissance de la population. Tabutin et Thiltges (1992, p.273-294) soutiennent la dernière idée émise par Pierre George et vont plus loin pour dire que la réduction de la natalité signifie amélioration du niveau de vie des populations, et cela passe entre autre par l'éducation des populations surtout des femmes. Loba Akou (2009, p.79-92) affirme qu'il a été établi que plus le niveau de vie d'une population est élevé, moins elle fait d'enfants et d'ajouter que ce principe émis par les démographes de l'école de Princeton aux USA est vérifié et observé dans la théorie de la transition démographique, et est mis en évidence par Lerat Pierre (1990, p.389-815).

Ainsi, dimension, position, ressources disponibles, densité de population, qui sont des faits spatiaux, sont générateurs d'inégalités spatiales. Mais ils n'ont de sens qu'en interaction les uns avec les autres. Leurs effets ne sont pas permanents et ils doivent être inclus dans des systèmes explicatifs comportant des facteurs sociaux, économiques et culturels car les inégalités spatiales sont produites par les sociétés.

Conclusion

Longtemps restée la locomotive de l'économie ivoirienne avec la culture du café et du cacao, la région du Moronou à l'instar de l'ensemble de la boucle du cacao va connaître un essoufflement suite à plusieurs facteurs, dont trois ont retenu notre attention dans cette étude.

La dégradation des conditions pluviométriques de la région, conjuguée aux systèmes agricoles responsables de la destruction du couvert végétal ainsi que l'arrêt des opérations de soutien de l'Etat au monde agricole, vont entraîner un déplacement de la population vers d'autres zones de production.

Si la tendance actuelle continue dans notre région, le Moronou pourrait se vider de ces bras valides d'ici quelques années.

Nous assistons aujourd'hui, dans cette région à de nouvelles pratiques culturelles du Moronou après le déclin de la boucle du café-cacao.

En effet, le café apparaît comme la plus vieille culture de la région. Le cacao vient après bien la jachère fait partie intégrante du système culturel de la région. Le vivrier, autrefois associé aux cultures d'exportation (café, cacao), gagne du terrain après le déplacement de la boucle du cacao suite aux conditions climatiques défavorable de la zone.

Il s'ajoute à cela un nouveau mode de culture dans la région du Moronou basé sur le brulis et l'utilisation des intrants en vue de fertiliser le sol longtemps appauvri. La culture sur brulis est désormais la principale méthode culturale du Moronou. Cette méthode est utilisée surtout à cause des moyens rudimentaires dont disposent les paysans.

Références bibliographiques

AFFOU Yapi et TANO Kouadio. 1988, *La boucle du cacao en Côte d'Ivoire : une situation migratoire inversée*, communication aux 3ème journées démographiques de l'ORSTOM, Paris, 12 p. (En ligne), disponible sur le World Wide Web : <http://horizon.Document.ird.fr/exldoc/pleins>

Textes/plein_textes_6/colloques2/34597.pdf consulté le 12 juillet 2011.

ALOKO N'Guessan Jérôme, 1989, *Transports, communications et organisations de l'espace en C.I* Thèse de doctorat d'Etat, UNCI, T1, T2, T3, 1262 p.

AMON D'Aby, 1958, *Principes successoraux des tribus Agni et Baoulé de la C.I devant l'évolution économique nouvelle*, Paris, n° 2508, 24p.

ARNAUD Jean Claude et SOURNIA Gérard, 1979, *Les forêts de la Côte d'Ivoire : une richesse naturelle en voie de disparition*, cahier d'outre-mer, pp. 281-301.

ATTA Koffi, 2008 : *Politique nationale d'aménagement du territoire en Côte d'Ivoire*, cours magistral DEA, Université de Cocody, Abidjan, IGT, 20p.

AVENARD Jean Michel, 1974, *Le rôle écologique de la forêt : aperçu bibliographique se rapportant à la Côte d'Ivoire*, ORSTOM, Paris, France 20 p.

BONNEHIN Léonie, 1986, *La pression démographique et agricole autour du parc national de Tai*, Rapport de fin d'études, ENGRET, Montpellier, France.

BOUDEVILLE J.R, 1980, *L'univers rural et la planification*, PUF Paris, 214p.

BOUTILLIER Jean-Louis, 1971, « Croissance démographique et croissance économique en Côte d'Ivoire », Cahier. ORSTOM, série SC Humaines 8 (1) : p 63-81.

CCCE, 1979, *La politique forestière de la Côte d'Ivoire*, CCCE, Abidjan, R.C.I.

DAUPHINE André, 1979, *Espace, Régions et Système*. Economica, Paris, 163 p.

DIAN Boni, 1978, *Aspects géographiques du binôme café-cacao dans l'économie ivoirienne*, NEA, Abidjan, 95 p.

BOSSON Eby, 2012, *Contrastes de développement dans l'ancienne boucle du cacao en Côte d'Ivoire : le cas des départements d'Adzopé et de Bongouanou*, Thèse unique de géographie, IGT, Abidjan, p 431.

BOSSON Eby, 2007, *Cartographie de la population du département de Bongouanou*, Université de Cocody, Abidjan, mémoire de maîtrise, IGT, p 137.

BOSSON Eby 2008, *Contrastes de développement dans une vieille région de production cacaoyère : le N'zi Comoé*, Université de Cocody, Abidjan, mémoire de DEA, IGT, 32p.

ELDIN Michel, 1971, « Le climat », in le milieu naturel de la Côte d'Ivoire, Mémoires ORSTOM N°50, Paris : P. 73-108.

ESSAN Kodia, 1996, *Activités économiques et structuration de l'espace dans les Sous-préfectures d'Aboisso et d'Adiaké*, IGT, Abidjan, 486 p.

HAUHOUOT Asseypo, 2002, *Développement, aménagement, régionalisation en Côte d'Ivoire*, Abidjan, université de Cocody, EDUCL, 364p.

JACQUES Henripin, 2004, *Pour une politique de population*, Éditions Varia, 124p.

JACQUES Henripin, 2006, *Les défis d'une population mondiale en déséquilibre*, Éditions Nota bene et Varia, 105 p.

KOUASSI Adon Mathieu, 1996, *Dynamique de terroirs villageois et problèmes socio-éco et spatio-écologiques dans la région de Buyo : Etude comparative de deux terroirs villageois*. Mémoire de DEA, Abidjan UAA, p.504.

LENA Philippe, 1978, *Le dynamisme forestier et l'économie de plantation*. CIRES, IGT, Abidjan p.371.

LERAT Pierre, 1990, « *Entre traduction et normalisation terminologique* ». In Revue Meta (Volume 35, numéro 4, décembre 1990, p. 389-815.

LOBA Akou., 2009, « *Impact de la progression du front d'urbanisation abidjanais sur le développement de la communauté villageoise de M'badon (village Ebrié)* ». In Revue du LADRYMES, université de Lomé, p. 79-92.

LOBA Akou, 2009, *Dynamique du développement des villes côtières dans la région des lagunes : cas de Bingerville, Dabou et Grand-Lahou*, Université de Cocody, Abidjan, Thèse unique, IGT, 389p.

LOBA Akou, 2009, « *La problématique de la couverture en structure sanitaire dans la région des lagunes* », In Revue Géotrope n°1, EDUCL, 2009, pp 21-32.

MAYER Florian et al, 1973, *L'agriculture tropicale*. Puf, call, que sais-je ? N°62, Paris, 126 p.

Ministère des Eaux et Forêts, 1975, *Rapport régional sur l'économie forestière*. Ministère des Eaux et Forêts. Abidjan.

N'GUESSAN Kouassi Fulgence, 2012, *Spatialité agraire et logique de la nature : analyse des interactions dans les savanes du centre-nord ivoirien. Exemple du finage de Tomono-Samorosso (Mankono)*, IGT, Thèse Unique Univ. FHB, Abidjan, 255p.

PIERRE George, 1981, *Géographie des inégalités, que sais-je ?* PUF, Vendôme, 127p.

RUF François, 1995, *Booms et crises du cacao, les vestiges de l'or brun*, ed. Karthala, paris, 459p.

TABUTIN Dominique et THILTGÈS Évelyne., 1992, « *Relations entre croissance démographique et environnement. Du doctrinal à l'empirique* », In *Revue Tiers-Monde*, vol. 33, no 130, pp. 273-294

THOMAS Coutrot et MICHEL Husson, 1993, *Les Destins du tiers-monde : analyse bilan et perspectives*, Edition Nathan, 207p.

VERON Jacques, 2006, *L'urbanisation du monde*, La Découverte, Paris.